

# **Secours Populaire Français Fédération de Loire-Atlantique**

16, rue du Maine  
44000 NANTES

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

---

Exercice clos le 31 décembre 2024

### **GESCO**

Commissaire aux comptes

81 rue des Ponts de Cé – 49000 – ANGERS  
Tél. : 02.41.47.15.16 - Fax. : 02.41.47.12.13  
e-mail : [angers@gesco-sa.fr](mailto:angers@gesco-sa.fr)  
[www.gesco-sa.fr](http://www.gesco-sa.fr)

Société de commissariat aux comptes - Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

SAS au capital de 392.000 Euros – RCS Angers B 321 943 698

## **Secours Populaire Français Fédération de Loire-Atlantique**

16, rue du Maine  
44000 NANTES

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre comité départemental, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération du Secours Populaire Français du département de Loire-Atlantique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note III de l'annexe sur les « Principes, règles et méthodes comptables » expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités de l'inscription au passif des fonds dédiés et nous nous sommes assurés que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

Par ailleurs, nous avons rapproché les subventions reçues comptabilisées en produits des pièces justificatives et nous avons rapproché les dons comptabilisés du récapitulatif émis par le logiciel de production des reçus fiscaux.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité départemental et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante : les informations chiffrées présentées dans le rapport d'activité et financier 2024 correspondent aux éléments consolidés au niveau du département, c'est-à-dire incluant les éléments des comités locaux.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le comité départemental.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreur et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

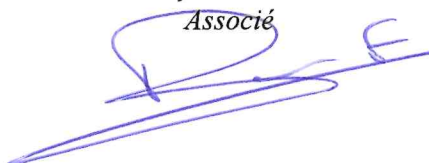
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers, le 26 mai 2025

Pour **GESCO SAS**,  
*Commissaire aux comptes*

**François Boisramé**

*Associé*







# Bilan

Fédération de la Loire-Atlantique - FED IQ 044 0 00000 000067

Exercice : 2024

En Euros	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net 2024	Montant net 2023	En Euros	Année 2024	Année 2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>					Fonds propres sans droit de reprise	183 935,70	183 935,70
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	Fonds propres avec droit de reprise	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00	Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	Projet associatif et réserves	1 375 128,16	1 251 850,58
Avances et acomptes sur immobilisations incorp. en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	Report à nouveau	1 017 698,93	1 017 698,93
<b>Immobilisations corporelles</b>					Excédent ou déficit de l'exercice	124 645,20	123 277,58
Terrains	2 313 156,22	528 364,28	1 784 791,94	1 854 583,40	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>2 701 407,99</b>	<b>2 576 762,79</b>
Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	Subventions d'investissement	271 602,13	280 910,70
Constructions	1 991 288,64	287 435,56	1 703 853,08	1 650 683,50	<b>I. Fonds propres</b>	<b>2 973 010,12</b>	<b>2 857 673,49</b>
Installations techniques, matériel et outillage industriels	74 724,54	59 687,68	15 036,86	17 565,73	Ecart de combinaison	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles:	247 143,04	181 241,04	65 902,00	72 007,79	<b>II. Ecart de combinaison</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Installations générales, agencements divers	10 378,26	7 699,40	2 678,86	3 791,03	Fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00
Matériel de transport	158 323,23	107 648,14	50 675,09	47 289,89	Fonds dédiés	82 652,57	48 307,80
Matériel de bureau et informatique	45 336,63	37 461,83	7 874,80	12 424,20	<b>III. Fonds reportés et dédiés</b>	<b>82 652,57</b>	<b>48 307,80</b>
Mobilier	33 104,92	28 431,67	4 673,25	8 502,67	Provisions pour risques	0,00	0,00
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	0,00	0,00	0,00	114 326,38	Provisions pour charges	0,00	0,00
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>IV. Provisions</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Immobilisations financières</b>					Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	18 639,69	0,00	18 639,69	18 102,69	Emprunts et dettes financières diverses SPF	0,00	0,00
Prêts	914,69	0,00	914,69	914,69	Emprunts et dettes financières diverses hors SPF	0,00	0,00
Autres	17 725,00	0,00	17 725,00	17 188,00	Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00	0,00
<b>I. Actif immobilisé</b>	<b>2 331 795,91</b>	<b>528 364,28</b>	<b>1 803 431,63</b>	<b>1 872 686,09</b>	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 338,92	50 368,44
<b>Stocks et en cours</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	Dettes des legs ou donations	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	Dettes fiscales et sociales	42 472,90	38 878,16
Marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	Dettes sur immobilisations	12 512,76	64 544,19
<b>Créances</b>	<b>144 794,06</b>	<b>0,00</b>	<b>144 794,06</b>	<b>163 925,90</b>	Autres dettes (dont charges à payer)	43 749,92	0,00
Avances et acomptes versés sur commandes	630,00	0,00	630,00	0,00	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
Créances clients et comptes rattachés	9 394,06	0,00	9 394,06	11 699,48	<b>V. Dettes</b>	<b>151 074,50</b>	<b>153 790,79</b>
Créances reçues par legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>VI. Ecart de conversion Passif</b>		
Autres créances (dont produits à recevoir)	134 770,00	0,00	134 770,00	152 226,42	<b>TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>3 206 737,19</b>	<b>3 059 772,08</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>307 610,84</b>	<b>0,00</b>	<b>307 610,84</b>	<b>138 910,60</b>			
Valeurs mobilières de placement et FNS	927 576,61	0,00	927 576,61	868 821,09			
Charges constatées d'avance	23 324,05	0,00	23 324,05	15 428,40			
<b>II. Actif circulant</b>	<b>1 403 305,56</b>	<b>0,00</b>	<b>1 403 305,56</b>	<b>1 187 085,99</b>			
<b>III. Ecart de conversion Actif</b>							
<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III)</b>	<b>3 735 101,47</b>	<b>528 364,28</b>	<b>3 206 737,19</b>	<b>3 059 772,08</b>			

Edité le : 21/03/2025



## Compte de résultat

Exercice : 2024

Fédération de la Loire-Atlantique - FED IQ 044 0 00000 000067

En Euros	Année 2024	Année 2023
<b>I- PRODUITS D'ACTIVITE</b>		
Cotisations		
Vente de biens et services	94 599,52	83 852,82
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0,00	0,00
<i>dont parrainages</i>	0,00	0,00
Produits de tiers financeurs	1 421 566,82	1 091 129,79
Concours publics et subventions d'exploitation	162 089,00	185 809,45
Ressources liées à la générosité du public	474 315,46	423 387,70
<i>Dons manuels</i>	458 862,87	413 395,70
<i>Mécénats</i>	15 452,59	9 992,00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0,00	0,00
<i>Autres produits liés à la GP</i>	0,00	0,00
Contributions financières	785 162,36	481 932,64
Reprises sur provisions et transferts de charges	706,08	1 605,00
Utilisations des fonds dédiés	11 177,74	181 635,95
Autres produits	424 561,58	286 621,86
<i>Participations des destinataires de la solidarité</i>	34 354,62	28 798,08
<i>Produits d'initiatives</i>	279 822,16	257 456,80
<i>Autres</i>	110 384,80	366,98
<b>I - Produits d'activité</b>	<b>1 952 611,74</b>	<b>1 644 845,42</b>
<b>II- CHARGES D'ACTIVITE</b>		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00
Achats de marchandises, matériels et fournitures	377 561,16	405 915,84
Variations de stock	0,00	0,00
Autres achats	22 827,06	22 544,01
Services extérieurs	211 848,32	184 583,07
Autres services extérieurs	105 152,22	120 503,53
Aides financières et quotes-parts de générosité du public reversées	567 141,19	277 505,55
Impôts, taxes et versements assimilés	14 475,10	14 259,73
Salaires et traitements	262 189,27	251 043,57
Charges sociales	93 619,45	87 408,42
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :	106 170,50	106 217,80
<i>- sur immobilisations</i>	106 170,50	106 217,80
<i>- sur immobilisations destinées à être cédées</i>	0,00	0,00
<i>- sur actif circulant</i>	0,00	0,00
<i>- pour risques et charges</i>	0,00	0,00
Autres charges	59 523,85	64 796,84
Reports en fonds dédiés	45 522,51	24 217,61
<b>II - Charges d'activité</b>	<b>1 866 030,63</b>	<b>1 558 995,97</b>
<b>Résultat d'activité</b>	<b>86 581,11</b>	<b>85 849,45</b>
<b>III- PRODUITS FINANCIERS</b>		
Revenus des placements, intérêts et produits assimilés	28 755,52	25 865,78
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	0,00	0,00
Différences positives de change	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
<b>III - Produits financiers</b>	<b>28 755,52</b>	<b>25 865,78</b>

Edité le :

1

<b>IV- CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0,00	0,00
Différences négatives de change	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
<b>IV - Charges financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Résultat Financier</b>	<b>28 755,52</b>	<b>25 865,78</b>
<b>V- PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00	0,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 308,57	11 562,35
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00
<b>V - Produits exceptionnels</b>	<b>9 308,57</b>	<b>11 562,35</b>
<b>VI- CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0,00	0,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0,00	0,00
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0,00	0,00
<b>VI - Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Résultat Exceptionnel</b>	<b>9 308,57</b>	<b>11 562,35</b>
<b>VII - Ecart de combinaison</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>VII - Ecart de combinaison</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Résultat Combinaison</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+5)</b>	<b>1 990 675,83</b>	<b>1 682 273,55</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)</b>	<b>1 866 030,63</b>	<b>1 558 995,97</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>	<b>124 645,20</b>	<b>123 277,58</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	1 181 593,59	791 764,50
Prestations en nature	32 850,00	36 440,00
Dons en nature	849 401,55	932 077,63
<b>Total</b>	<b>2 063 845,14</b>	<b>1 760 282,13</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Bénévolat	1 181 593,59	791 764,50
Prestations en nature	32 850,00	36 440,00
Secours en nature	849 401,55	932 077,63
<b>Total</b>	<b>2 063 845,14</b>	<b>1 760 282,13</b>



## I. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

### OBJET SOCIAL DE L'ENTITE ET PERIMETRE DES MISSIONS SOCIALES

Jour après jour, ici comme ailleurs, le Secours populaire, association reconnue d'utilité publique, agit pour un monde plus juste et plus solidaire, en permettant à chacun de s'émanciper et trouver sa place de citoyen, là où il vit, travaille ou étudie. Issu du peuple, animé par lui, mobilisé pour lui, le Secours populaire promeut une relation d'égal à égal véritablement unique et un accueil inconditionnel. Présent partout, au bout de la rue comme au bout du monde avec son réseau de partenaires, il valorise systématiquement l'initiative comme mode d'action. Il peut ainsi agir tout de suite pour soulager ceux qui souffrent : actions d'urgence pour pallier les problèmes immédiats, actions dans la durée, parce que l'homme doit être pris en compte dans toutes ses dimensions.

Bénévoles comme partenaires, entreprises et donateurs, adultes comme enfants dès le plus jeune âge... tout le monde est invité à passer à l'action et chacun apprend à s'émanciper, à tourner la page, à vivre la solidarité jour après jour.

Ancré sur la vision d'un monde plus solidaire, le Secours populaire s'abstient de tout clivage : il rassemble au contraire et crée du lien autour des valeurs partagées. Son engagement est un combat. Un mode d'action. Il est sur le pont. Là où ça bouge. Là où ça compte. Il a, tout naturellement, un rôle de vigie vis-à-vis des pouvoirs publics.

### MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le Secours populaire est une association de terrain, indépendante et décentralisée.

En France comme dans le monde entier, il agit là où vivent, travaillent ou étudient les acteurs locaux, animés par ses valeurs. Construite au fil du temps, son organisation a été conçue pour laisser s'exprimer toute la diversité des réalités locales :

- À l'étranger, l'action est menée par son réseau d'organisations partenaires indépendantes, attachées à permettre à chacun de trouver sa place de citoyen et de s'émanciper.
- En France, l'indépendance de l'association est tout aussi grande quel que soit l'échelon considéré. Les comités, fédérations disposent ainsi d'une totale autonomie d'action et de gestion dans le respect des règles et orientations communes. Ils constituent d'ailleurs des entités juridiques.

### La fédération de LOIRE-ATLANTIQUE

La fédération constitue l'échelon départemental. Comme son nom l'indique, elle fédère les comités du Secours populaire actifs sur son territoire comme tous les collecteurs-animateurs bénévoles du département, qu'ils aient constitué ou non un comité local. Elle cherche aussi à en créer d'autres et anime l'ensemble des antennes. Elle coordonne et développe les actions du Secours populaire sur le département. Elle est dirigée par le comité départemental, élu tous les deux ans lors du congrès départemental.

**Les antennes : 5 en 2024**

L'antenne est un relais du mouvement animé à l'échelle d'un quartier, d'un village, d'un lieu de travail ou d'études, d'une association sportive ou culturelle, par un petit groupe d'animateurs-collecteurs bénévoles. Elle n'est pas une entité juridique et dépend, suivant les cas, d'un comité ou d'une fédération. Son rôle est d'organiser la collecte des ressources financières et matérielles et de participer ainsi concrètement à la mise en œuvre d'actions de solidarité en France, en Europe et dans le monde.

**Les comités : 20 en 2024**

Actif à l'échelle d'une ville, d'un canton ou encore d'une entreprise ou d'un établissement, le comité ; association déclarée en préfecture, est le fondement de la vie démocratique du Secours populaire. Il rassemble les animateurs-collecteurs bénévoles, organise la collecte des ressources financières et matérielles et met en œuvre tous ses projets dans le respect des orientations communes, sur son territoire comme au-delà, en lien avec d'autres comités ou fédérations.

**Les donateurs financiers : 2 654 en 2024**

Les donateurs au Secours populaire sont des acteurs à part entière de l'association. Détenteurs d'une carte de donateur renouvelée tous les ans, quelle que soit la nature ou le montant de leurs dons, ils ont une voix consultative lors des Assemblées générales des comités et congrès des fédérations et sont invités à toutes les grandes initiatives et temps forts du mouvement.

Les moyens humains bénévoles, pivots du mouvement : 1 665

Attachés à développer la solidarité ici comme ailleurs, 92 000 « animateurs-collecteurs-bénévoles » sont présents dans toute la France métropolitaine, en Outre-mer, en Europe et dans le monde. Ils constituent le « cœur du cœur » du mouvement. Leur implication en son sein fait d'eux, tout à la fois, des bénévoles, des animateurs et des collecteurs.

- Bénévoles, parce qu'ils ont librement choisi d'offrir une part de leur temps libre.
- Animateurs, parce que ce sont eux qui agissent pour aider et accompagner les personnes, organisent des événements pour faire grandir la solidarité, reçoivent des enfants en vacances, gèrent l'association, recrutent et forment d'autres bénévoles...
- Collecteurs, parce qu'ils sollicitent et obtiennent des dons de toutes natures, ou mobilisent pour que d'autres les collectent...

Les moyens humains salariés : 9 en 2024 (dont 1 salarié en alternance)

Ils participent à développer les actions du Secours populaire français qu'il s'agisse de missions d'animation directement liées à nos missions sociales ou de support dans les domaines administratifs et de gestion.





## II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2024 a été impactée par :

- ➔ La création d'un nouveau poste salarié à la fédération départementale, celui de chargée de communication et de partenariats, et l'embauche d'un salarié en alternance sur 12 mois en soutien à la mission de coordination de l'espace solidarité de Nantes
- ➔ Le reversement d'une enveloppe nationale Mieux Manger pour tous destinée aux achats de produits frais sous label de qualité, enveloppe qui sera renouvelée en 2025.



### III. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### PRESENTATION DES COMPTES

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe des comptes.

#### METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et notamment les règlements ANC 2018-06, ANC 2014-03 et n°99-01.

Le SPF dispose, pour la production de ses comptes annuels, de son propre plan comptable et de règles de gestion validées par son conseil d'administration applicable à l'ensemble de l'Union ; en respect des réglementations en vigueur.

#### DUREE DE L'EXERCICE ET DATE DE CLOTURE

La fédération produit ses comptes annuels sur un exercice de 12 mois courant du 1er janvier au 31 décembre.

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Les immobilisations incorporelles, corporelles et financière sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

#### Durées de vie usuelles des immobilisations incorporelles :

La durée d'amortissement s'évalue au cas par cas.

**Durées de vie usuelles des immobilisations corporelles (hors composants des immeubles) :**

Libellé	Durée d'amortissement
Installation générale, agencements...	De 10 à 20 ans
Matériel de transport	De 4 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau	De 5 à 10 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Installations techniques	De 5 à 10 ans

Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Le plan d'amortissement peut être modifié en cours de vie de l'immobilisation en cas de dépréciation ou en cas de modification significative de l'utilisation du bien.

**Les durées d'amortissement des composants des immeubles sont les suivantes :**

Composant	Durée d'amortissement
Structure de l'immeuble	50 ans
Électricité	25 ans
Plomberie	25 ans
Ascenseur	15 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Menuiseries intérieures	25 ans
Chauffage collectif/individuel	25 ans
Étanchéité (enduit)	20 ans
Ravalement et amélioration	20 ans

**Dépréciation des immobilisations :**

Une dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée lorsque la valeur présente un risque de non recouvrement.

**METHODES D'ÉVALUATION ET DE DÉPRÉCIATION DES STOCKS ET DES CRÉANCES**



Les stocks doivent être comptabilisés à leur valeur d'achat figurant sur la facture.

Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation du stock est éventuellement constatée.

Les créances sont valorisées à leur valeur historique. Au cas par cas, elles donnent lieu à la constitution d'une provision si leur recouvrement apparaît compromis.

La fédération inscrit dans son compte de résultat les produits non reçus au 31 décembre mais imputables à l'exercice et dont le montant est certain.

En contrepartie, ces produits donnent lieu à l'enregistrement de créances à l'actif du bilan.

#### SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Elles s'enregistrent au regard du montant inscrit sur la notification ou convention de subvention.

Quelle que soit la nature du bien financé par des subventions d'investissements, la quote-part de la subvention est reprise au compte de résultat.

« Les dotations aux amortissements » de la subvention s'effectuent de manière globale (50 ans pour un bâtiment).

Les nouvelles règles de gestion concernant les amortissements de celles-ci sont les suivantes :

- ✓ Si la ou les subventions d'investissement représentent plus de 50% du bien financé, application de l'amortissement par la méthode des composants
- ✓ Si la ou les subventions sont comprises entre 10% et 50% du montant de l'investissement, amortissement sur 25 ans
- ✓ Si la ou les subventions représentent moins de 10% de l'investissement, amortissement sur 10 ans.

Les règles ci-dessus s'appliquent également au mécénat et contributions financières pour investissement.

#### FONDS REPORTES SUR LEGS ET DONATIONS

La gestion des legs est dévolue à l'Association Nationale par la charte de gestion. De ce fait, les seuls produits issus des libéralités sont reversés aux structures décentralisées sur présentation et validation d'un projet d'utilisation (CA du 19/12/2020).

La fédération (ou comité) n'est donc pas concernée par cette rubrique.



#### FONDS DEDIES : OPERATIONS PARTIELLEMENT EXECUTEES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les fonds dédiés qui ne sont pas entièrement utilisés au cours de l'année N dans le cadre des opérations pour lesquelles ils ont été collectés, sont inscrits en charges sous la rubrique « report en fonds dédiés » afin de constater l'engagement pris par la Fédération de poursuivre les réalisations des dits projets avec comme contrepartie du passif du bilan la rubrique « fonds dédiés ».

De même, les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits du compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « utilisation des fonds dédiés ».

La réforme comptable a reprécisé la nature des financeurs dont les produits réceptionnés par le Secours populaire Français pouvaient faire l'objet de report en fonds dédiés dont la liste est la suivante :

- ✓ Les autorités administratives ou établissements public dont les fonds perçus sont enregistrés en « subventions »
- ✓ Les dons des particuliers
- ✓ Les dons des entreprises ou « mécénat »
- ✓ Les dons reçus des autres organismes de droit privé (fondations et associations) ou « contributions Financières des fondations et associations »

Les fonds pouvant être reportés ne doivent pas se confondre avec l'objet social de l'association.

#### PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques est constituée pour couvrir des risques que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

#### INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE (I.D.R.)

Le montant de la provision pour indemnités de départ à la retraite mentionné dans l'annexe ne fait pas l'objet d'enregistrement comptable.





### COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le Compte d'Emploi des Ressources collectées auprès du Public, figure dans l'annexe des comptes annuels. Il est établi conformément au Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Le taux maximal de prélèvement sur les ressources pour financer l'organisation est de 8%.

Pour 2024, conformément à la décision des instances départementales, les taux de prélèvement appliqués sont les suivants :

Dons de particuliers 8%

Mécénat 8%

Legs, donations et assurances-vies 8%

Subventions 8%

Contributions financières des fondations et associations 8%

Autres ressources 8%

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLOTURE

NEANT



#### IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

##### REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024, la Secrétaire générale et la Trésorière départementale.

Le montant cumulé des rémunérations perçues en 2024 par les élus au comité départemental disposant par ailleurs d'un contrat de travail et salariés à ce titre s'élève à 0 € (pas d' élu salarié).

##### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires d'audit inscrits en charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 5 500 €.

##### ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### 4.3.1 Engagement pris en matière de retraite

##### Méthode retenue :

- ♦ Indemnité prévue par le code du travail
- ♦ Age de départ à la retraite : 64 ans
- ♦ Taux d'actualisation : 3,38
- ♦ Taux d'évolution des salaires : 1 %
- ♦ Taux de rotation moyen sur 3 ans

Le montant total des IDR est de 480,34 €.



## V. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### ACTIF

#### Actif- Mouvements des immobilisations

En Euros	Valeur brute au 01/01/2024	Acquisitions et créations en 2024	Diminutions par cessions ou mises hors service en 2024	Valeur brute au 31/12/2024
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes sur immobilisations incorp.en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Immobilisations incorporelles (I)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	1 866 285,56	125 003,08	0,00	1 991 288,64
Installations techniques, matériel et outillage industriel	71 968,14	2 756,40	0,00	74 724,54
Autres immobilisations corporelles:	224 197,10	22 945,94	0,00	247 143,04
<i>Installations générales, agencements divers</i>	10 378,26	0,00	0,00	10 378,26
<i>Matériel de transport</i>	138 372,47	19 950,76	0,00	158 323,23
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	42 972,05	2 364,58	0,00	45 336,63
<i>Mobilier</i>	32 474,32	630,60	0,00	33 104,92
Avances et acomptes sur immobilisations corp. en cours	114 326,38	10 676,70	125 003,08	0,00
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Immobilisations corporelles (II)</b>	<b>2 276 777,18</b>	<b>161 382,12</b>	<b>125 003,08</b>	<b>2 313 156,22</b>
Immobilisations financières (III)				
Autres titres immobilisés	914,69	0,00	0,00	914,69
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	17 188,00	537,00	0,00	17 725,00
<b>Immobilisations financières (III)</b>	<b>18 102,69</b>	<b>537,00</b>	<b>0,00</b>	<b>18 639,69</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>2 294 879,87</b>	<b>161 919,12</b>	<b>125 003,08</b>	<b>2 331 795,91</b>



## Actif - Mouvements des amortissements

En Euros	Montant en début d'exercice 2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice 2024
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Donations temporaires d'usufruit	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles (I)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Agencements et aménagements de terrain	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	215 602,06	71 833,50	0,00	287 435,56
Installations techniques, matériel et outillage industriel	54 402,41	5 285,27	0,00	59 687,68
Autres immobilisations corporelles:	152 189,31	29 051,73	0,00	181 241,04
<i>Installations générales, agencements divers</i>	6 587,23	1 112,17	0,00	7 699,40
<i>Matériel de transport</i>	91 082,58	16 565,56	0,00	107 648,14
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	30 547,85	6 913,98	0,00	37 461,83
<i>Mobilier</i>	23 971,65	4 460,02	0,00	28 431,67
<b>Amortissements des immobilisations corporelles (II)</b>	<b>422 193,78</b>	<b>106 170,50</b>	<b>0,00</b>	<b>528 364,28</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>422 193,78</b>	<b>106 170,50</b>	<b>0,00</b>	<b>528 364,28</b>

## Actif- Stocks

En Euros	Stocks au 01/01/2024	Reprise de stocks au 31/12/2024	Nouveaux stocks au 31/12/2024	Stocks au 31/12/2024
Stocks des autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks des marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## Actif – Créances au 31/12/2024

En Euros	Année 2024
<b><u>ACTIF IMMOBILISE</u></b>	
Avances et acomptes sur immobilisations en cours	0,00
Participations	0,00
Autres titres immobilisés	18 639,69
Prêts	0,00
<b><u>ACTIF CIRCULANT</u></b>	
Avances et acomptes versés sur commandes	630,00
Créances clients et comptes rattachés	9 394,06
Autres créances:	134 770,00
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	294,50
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	1 700,00
<i>Autres</i>	132 775,50
Créances reçues par legs ou donations	0,00
Charges constatées d'avance	23 324,05
<b>TOTAL</b>	<b>186 757,80</b>



## Actif – Produits à recevoir

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Avances et acomptes versés sur commande	630,00
Créances clients et comptes rattachés / Factures à établir	0,00
Autres créances:	1 994,50
<i>Personnel</i>	0,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	294,50
<i>Etat et autres collectivités publiques</i>	1 700,00
<i>Autres</i>	0,00
Produits à recevoir	17 364,20
<b>TOTAL</b>	<b>19 988,70</b>

## Actif – Détail des charges constatées d'avance

En euros	Année 2024
Exploitation courante	23 324,05
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>23 324,05</b>

## Actif – Mouvements de trésorerie

En euros	Montant en début d'exercice	Montant en fin d'exercice
Valeurs mobilières de placement	868 821,09	927 576,61
<i>Placements divers</i>	76 678,70	78 972,63
<i>OPCVM</i>	0,00	0,00
<i>Fonds National de Solidarité</i>	792 142,39	848 603,98
Comptes courants	131 001,91	300 438,18
Caisses	7 908,69	7 172,66
<b>TOTAL</b>	<b>1 007 731,69</b>	<b>1 235 187,45</b>

## 5.1.1 Immobilisations inaliénables

Une immobilisation inaliénable est un actif possédé par le SPF qui ne peut faire l'objet d'un transfert (ni cession, ni vente), autrement dit que le SPF est obligé de conserver (un contrat ou convention écrite doit être formalisé).

NEANT.

## 5.1.2 Donations temporaires d'usufruit

NEANT.





## PASSIF

## 5.1.3 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	
Fonds propres sans droit de reprise	183 936	0		0		0		183 936
Fonds propres avec droit de reprise	0	0		0		0		0
Ecart de réévaluation	0			0		0		0
Réserves	1 251 851	123 278		0		0		1 375 128
Report à Nouveau	1 017 699	0		0		0		1 017 699
Excédent ou déficit de l'exercice	123 278	-123 278		124 645		0		124 645
<b>Situation nette</b>	<b>2 576 763</b>	<b>0</b>		<b>124 645</b>		<b>0</b>		<b>2 701 408</b>
Dotations consommables								
Subvention d'investissement	280 911					9 309		271 602
Provisions réglementées								
<b>TOTAL</b>	<b>2 857 673</b>	<b>0</b>		<b>124 645</b>		<b>9 309</b>		<b>2 973 010</b>

Les données relatives aux colonnes « dont générosité du public » ne peuvent pas être renseignées de manière précise, la répartition n'a donc pas été réalisée.

## Passif – variation des provisions

En Euros	Montant en début d'exercice au 01/01/2024	Augmentations: dotations de l'exercice 2024	Diminutions: reprises de l'exercice 2024	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



## Passif – Etat des dettes au 31/12/2024

En Euros	Montants au 31/12/2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit:	0,00
<i>Emprunts</i>	0,00
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0,00
<i>Dettes financières</i>	0,00
Emprunts auprès des structures SPF	0,00
Avances et acomptes reçus sur commandes	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	52 338,92
Dettes fiscales et sociales:	42 472,90
<i>Personnel</i>	21 141,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	21 033,17
<i>Etats et autres collectivités publiques</i>	298,73
Dettes sur immobilisations	12 512,76
Autres dettes	43 749,92
Produits constatés d'avance	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>151 074,50</b>

## Passif – Emprunts et dettes financières

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Remboursement au cours de l'année	Nouvel emprunt au cours de l'année	Capital restant dû au 31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit:	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Emprunts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts auprès de structures SPF	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

En Euros	Capital restant dû au 01/01/2024	Capital restant dû au 31/12/2024
<i>Compte courant au passif</i>	0,00	0,00
<i>Dépôts et cautionnements reçus</i>	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## Passif – Détail des charges à payer

En Euros	Montants au 31/12/2024
Intérêts courus sur emprunts	0,00
Avances et acomptes reçus sur commande	0,00
Fournisseurs - Factures non parvenues	6 373,98
Dettes fiscales et sociales (dont congés à payer):	28 070,00
<i>Personnel</i>	21 141,00
<i>Sécurité sociale et organismes sociaux</i>	6 929,00
Dettes sur immobilisations / Factures non parvenues	0,00
Charges à payer	2 653,47
Créditeurs divers	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>37 097,45</b>



## Passif – Détail des produits constatés d'avance

En euros	Montant en fin d'exercice au 31/12/2024
Exploitation courante	0,00
Données financières	0,00
Données exceptionnelles	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>

## 5.1.4 Fonds dédiés et reportés

En euros	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice
Variations des fonds reportés liés aux legs ou donations	0,00	0,00	0,00	0,00
Variations des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	47 440,19	25 976,40	10 998,70	62 417,89
Variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00
Variations des fonds dédiés sur ressources liées à la Générosité du Public	867,61	19 546,11	179,04	20 234,68
<b>TOTAL</b>	<b>48 307,80</b>	<b>45 522,51</b>	<b>11 177,74</b>	<b>82 652,57</b>



## VI. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### VENTILATION PAR NATURE DES PRODUITS D'ACTIVITES

#### Compte de résultat – Evolution des produits d'activités inscrits au compte de résultat

En €uros	Exercice 2024	Exercice 2023
Vente de biens et services	94 599,52	83 852,82
Concours publics et subventions d'exploitations	162 089,00	185 809,45
Dons manuels	458 862,87	413 395,70
Mécénats	15 452,59	9 992,00
Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00
Autres produits liés à la GP	0,00	0,00
Contributions financières	785 162,36	481 932,64
Reprises sur provision et transferts de charges	706,08	1 605,00
Utilisations des fonds dédiés	11 177,74	181 635,95
Participations des destinataires de la solidarité	34 354,62	28 798,08
Produits d'initiatives	279 822,16	257 456,80
Autres produits	110 384,80	366,98
<b>TOTAL</b>	<b>1 952 611,74</b>	<b>1 644 845,42</b>

#### Subventions de l'année 2024

En €uros	Montant
Subventions d'investissements nouvelles au bilan	0,00
Subventions internationales	0,00
Subventions de l'Etat (Sub.ministérielle uniquement)	0,00
Subventions régionales	0,00
Subventions départementales	50 000,00
Subventions communales	110 089,00
Subventions des autres éta.publics et adm. sécurité sociale (dont CAF-ANCV)	0,00
Subventions Publiques Diverses	0,00
Subventions emplois aidés	2 000,00
Subventions perçues auprès d'une autre structure SPF	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>162 089,00</b>

#### EFFECTIF

Le nombre de salariés au 31 décembre 2024 est de 9.



## RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel des comptes 2024 - solde des produits exceptionnels (sous classe distincte des produits) et des charges exceptionnelles (classe distincte des charges) est principalement issu :

♦ Du cumul des catégories suivantes de produits =	9 308,57 €
Produits d'éléments d'actifs cédés	0,00 %
Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat	100,00 %
Autres produits de gestion sur exercices antérieurs	0,00 %
qui représentent à elles trois, 100 % des produits exceptionnels	
♦ Du cumul des catégories suivantes de charges =	0,00 €
Autres charges de gestion concernant des exercices antérieurs	0,00 %
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés	0,00 %
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	0 %
qui représentent à elles trois, 100 % des charges exceptionnelles	





## VII. AUTRES INFORMATIONS

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La nature des contributions volontaires en nature est la suivante :

- Dons en nature neuf : alimentation, vêtements, marchandise, produits d'hygiène, jouets....
- Prestations en nature : places spectacles, affichage publicitaire, activités sportives....
- Mise à disposition de locaux, personnel, véhicules.
- Bénévolat.

#### Dons en nature et prestations gratuites :

- La collecte de marchandises et de services auprès des personnes morales (entreprise, fondations, associations, collectivités, institutions, État etc.), fait généralement l'objet de documents écrits stipulant notamment la nature des biens ou services, leur quantité et leur prix. Ces informations sont reprises dans les contributions volontaires en nature.
- Les dons en nature :  
Compte-tenu de l'impressionnante collecte de biens et articles collectés par les bénévoles du SPF leur valorisation est essentielle autant que délicate.  
Le SPF fait figurer ces informations à deux endroits distincts dans ses comptes annuels :  
\*Au pied du compte de résultat et du compte d'emploi des ressources quand il s'agit de biens neufs faisant l'objet de justificatifs fournis par des personnes morales. Ces biens seront alors valorisés en euros.

#### Bénévolat :

L'implication des bénévoles est évaluée à partir du nombre d'heures de bénévolat et valorisée au regard des missions accomplies durant ces heures.

Le temps passé par les bénévoles est recensé au moyen des heures déclarées. Les heures sont valorisées selon un taux horaire moyen de 19,77 € pour 2024.

#### Les mises à disposition :

Elles concernent des biens mobiliers, immobiliers et la mise à disposition de compétences. Elles sont inscrites dans les contributions volontaires en nature pour le montant de la convention de mise à disposition ou de tout autre justificatif probant.

#### Les heures consacrées à la tenue des instances statutaires :

Elles ne sont pas valorisées dans les comptes annuels. Etant donné leur importance fondamentale dans la vie et le développement de l'association, elles sont évaluées chaque année dans l'annexe des comptes. Pour 2024, le volume horaire a été évalué à 1457 heures.



## VIII. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)

### Méthode de présentation :

Le SPF présente son Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et son Compte d'Emplois de Ressources (CER) pour l'exercice 2024 conformément à la publication du Règlement de l'ANC n°2018-06 homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

### COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le CROD présente le compte de résultat en liste avec un comparatif N / N-1.

Cet état fait également apparaître les produits liés à la générosité du public et leurs emplois en fonction de la destination des dépenses.



A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1-PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1.1 Cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	458 862,87	458 862,87	413 395,70	413 395,70
- Legs, donations et assurances-vie	0,00	0,00	0,00	0,00
- Mécénat	15 452,59	15 452,59	9 992,00	9 992,00
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	110 250,69	110 250,69	880,44	880,44
<b>2-PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2.1 Cotisations statutaires	241 140,00		210 196,00	
2.2 Parrainage des entreprises	0,00		0,00	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	544 022,36		270 856,20	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	438 372,01		397 945,46	
<b>3-SUBVENTIONS</b>	171 397,57		197 371,80	
<b>4-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0,00		0,00	
<b>5-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	11 177,74	179,04	181 635,95	3 166,64
<b>TOTAL</b>	<b>1 990 675,83</b>	<b>584 745,19</b>	<b>1 682 273,55</b>	<b>427 434,78</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1-MISSIONS SOCIALES</b>				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	833 358,58	524 353,50	860 298,38	393 345,13
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	394 386,19	21 405,38	54 962,00	3 969,91
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	1 559,76	467,02	4 329,70	1 417,81
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	72 100,00	18 973,19	85 000,00	27 834,32
<b>2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	18 522,43	0,00	18 308,98	0,00
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	170 210,34	0,00	202 514,07	0,00
<b>3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	330 370,82	0,00	309 365,23	0,00
<b>4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>5-IMPOT SUR LES BENEFICES</b>				
<b>6-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	45 522,51	19 546,11	24 217,61	867,61
<b>TOTAL</b>	<b>1 866 030,63</b>	<b>584 745,19</b>	<b>1 558 995,97</b>	<b>427 434,78</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	124 645,20	0,00	123 277,58	0,00



	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
- Bénévolat	1 181 593,59	1 181 593,59	791 764,50	791 764,50
- Prestations en nature	4 380,00	4 380,00	0,00	0,00
- Dons en nature	415 521,90	415 521,90	492 298,08	492 298,08
<b>2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	2 788,24		2 218,94	
<b>3-CONCOURS PUBLICS EN NATURE</b>				
- Prestations en nature	28 470,00		36 440,00	
- Dons en nature	431 091,41		437 560,61	
<b>TOTAL</b>	<b>2 063 845,14</b>	<b>1 601 495,49</b>	<b>1 760 282,13</b>	<b>1 284 062,58</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>				
- Réalisées en France	1 527 145,75	1 215 338,64	1 248 456,49	964 464,42
- Réalisées à l'étranger	66 692,97	47 985,80	73 801,30	46 083,58
<b>2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>	170 882,30	122 950,33	182 436,83	113 918,63
<b>3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	299 124,13	215 220,72	255 587,51	159 595,95
<b>TOTAL</b>	<b>2 063 845,15</b>	<b>1 601 495,49</b>	<b>1 760 282,13</b>	<b>1 284 062,58</b>

### 7.1.1 Les produits par origine

#### 7.1.1.1. Affectation des ressources au financement des emplois

L'affectation des ressources au financement des emplois est organisée de la manière suivante pour les ressources affectées :

- Les ressources affectées par les financeurs publics sont affectées conformément aux conventions signées,
- Les ressources issues de la générosité publique affectées par le donateur (particulier, testateur, mécène) sont affectées conformément aux souhaits de celui-ci,
- Les autres produits affectés sont affectés en fonction de l'accord conventionnel existant.



L'affectation au financement des emplois des ressources issues de la générosité publique non affectées est établie en fonction d'un ordre de priorité concourant à financer les emplois non couverts par les affectations précédentes. Ainsi, les fonds collectés auprès du public et non affectés financent en priorité :

- Les missions sociales,
- Les frais de recherche de fonds,
- Les frais de fonctionnement.

Ci-dessous, quelques précisions sur la composition des produits inscrits dans le CROD du SPF :

#### 7.1.1.2. Les produits liés à la générosité du public

Le Conseil d'Administration de l'Association Nationale a défini la générosité publique : « *Les ressources financières issues de la générosité publique se composent :*

- *Des dons manuels des personnes physiques, qu'ils soient affectés ou non affectés (liés à des campagnes ou hors campagne),*
- *Des legs, donations et assurances vie, qu'ils soient affectés ou non affectés,*
- *Des dons financiers des entreprises (mécénat) qu'il soit affecté ou non affecté,*
- *Des produits financiers issus des placements de ces ressources. »*

De plus, le règlement prévoit que la rubrique « autres produits liés à la générosité du public » comprend les quotes-parts de générosité du public reçues, les revenus générés par les actifs issus de la générosité du public.

**7.1.1.3. Les produits non liés à la générosité du public** se composent principalement à ce jour des contributions financières comprenant les dons financiers des fondations et associations, de la cotisation statutaire versée par chaque département à l'Association Nationale conformément aux statuts ou aux reversements intra-structures SPF, des ventes de marchandises et de prestations de services, des produits financiers, des plus ou moins-values de cession d'actifs, des participations des destinataires de la solidarité, des produits d'initiatives etc.

**7.1.1.4. Les subventions et concours publics** comprennent les subventions d'exploitation ainsi que les quotes-parts de subventions d'investissement réintégrées au cours de l'exercice au compte de résultat.

**7.1.1.5. Les reprises sur provisions et dépréciations** regroupent toutes les reprises de provisions conformément au compte de résultat.

**7.1.1.6. Les utilisations de fonds dédiés antérieurs** correspondent aux utilisations des fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit de la reprise des sommes reçues pour les activités de solidarité et



non encore dépensées au 31/12/2024. Pour le détail des sommes utilisées en 2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.

## 7.1.2. Les charges par destination

### 7.1.2.1. Les missions sociales au SPF

La définition des missions sociales du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale :

« Conformément aux statuts :

« Faisant leur la formule « tout ce qui est humain est nôtre », les adhérents aux présents statuts se regroupent dans un but unique : pratiquer la solidarité. »

Les articles 1/ b et c des statuts de l'Association nationale, des fédérations, des comités locaux et conseils de région du Secours populaire français définissent les missions sociales du Secours populaire français, qu'elles soient réalisées directement ou avec des partenaires en France ou à l'étranger :

« Ils se proposent de soutenir dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique, les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement et des conflits armés.

Ils rassemblent en leur sein des personnes de bonne volonté, enfants, jeunes et adultes, de toutes conditions, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, en veillant à développer avec elles la solidarité et toutes qualités humaines qui y sont liées.

Ils développent en permanence les structures et l'audience de l'association notamment par la création de comités locaux et de fédérations départementales.

**Les missions sociales se déclinent de la manière suivante :**

- ♦ Activités de solidarité liées aux urgences en France et dans le monde ;
- ♦ Activités de solidarité en France et dans le monde notamment dans les domaines suivants : alimentaire, logement, vestimentaire, santé, hygiène, accès à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances, accompagnement scolaire, Pères Noël Verts, Journée des Oubliés des Vacances...
- ♦ Le développement des structures et de l'audience du SPF
- ♦ L'animation du réseau : soutien aux réseaux partenaires, accompagnement et soutien au réseau décentralisé SPF, gestion des donateurs et collecteurs, accueil et mise en mouvement des bénévoles et formation... »

### Définition et répartition des coûts directs et indirects

La définition et répartition des coûts directs et indirects du SPF a été entérinée par le Conseil d'Administration de l'Association Nationale:

« Affectation des charges du compte de résultat aux rubriques du CROD et du CER :

---



- ♦ Coûts des missions sociales :
  - Coûts directs : Coûts des dépenses directes de la mission sociale ;
  - Coûts indirects : Coûts qui n'existeraient pas si la mission sociale disparaissait.
- ♦ Coûts de structure et de fonctionnement : principes des clés de répartition. »

La fédération s'est prononcée sur la nature des clefs de répartition qu'elle utilisera pour la répartition des coûts de structure et de fonctionnement. Cette répartition est entérinée par la voie de ses instances.

#### 7.1.2.2. Frais de recherche de fonds

##### Frais d'appel à la générosité du public

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ conception, réalisation et envoi de publipostages,
- ♦ recherche et gestion des legs,
- ♦ frais de traitement des dons et des reçus fiscaux,
- ♦ campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de mécénat, partenariats d'entreprises.

##### Frais de recherche d'autres ressources

Cette rubrique regroupe notamment les dépenses de :

- ♦ organisation d'initiatives, braderies,
- ♦ initiatives liées à la campagne du Don'actions,
- ♦ frais de recherche de fonds auprès de fondations et associations,
- ♦ frais de recherche de subventions publiques.

#### 7.1.2.3. Frais de fonctionnement

Cette rubrique regroupe les dépenses de :

- ♦ Locaux,
- ♦ administration générale,
- ♦ communication.

**7.1.2.4. Les dotations aux provisions et dépréciations** regroupent toutes les dotations aux provisions et dépréciations conformément au compte de résultat.



**7.1.2.5. Les reports en fonds dédiés de l'exercice** correspondent aux reports en fonds dédiés du compte de résultat. Il s'agit du report des fonds dédiés par des tiers financeurs collectés sur 2024 et non utilisés sur l'exercice pour les activités de solidarité. Pour le détail des sommes reçues en 2024 et non encore dépensées au 31/12/2024, se reporter à l'annexe « fonds dédiés » du bilan.





## COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (CER)

CER					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
<b>1-MISSIONS SOCIALES</b>			<b>1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	524 354	393 345	1.2 Dons, legs et mécénat		
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	21 405	3 970	- Dons manuels	458 863	413 396
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	0
- Actions réalisées par l'organisme	467	1 418	- Mécénat	15 453	9 992
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	18 973	27 834	1.3 Autres produits liés à la générosité du public	110 251	880
<b>2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	0	0			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0	0			
<b>3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	0	0			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>565 199</b>	<b>426 567</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>584 566</b>	<b>424 268</b>
4-DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0	2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	0	0
5-REPORT EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	19 546	868	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	179	3 167
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>584 745</b>	<b>427 435</b>	<b>TOTAL</b>	<b>584 745</b>	<b>427 435</b>
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	0	0
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023		EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES</b>			<b>1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
- Réalisées en France	1 215 339	964 464	- Bénévolat	1 181 594	791 765
- Réalisées à l'étranger	47 986	46 084	- Prestations en nature	4 380	0
			- Dons en nature	415 522	492 298
<b>2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS</b>	122 950	113 919			
<b>3-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT</b>	215 221	159 596			
<b>TOTAL</b>	<b>1 601 495</b>	<b>1 284 063</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 601 495</b>	<b>1 284 063</b>

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	868	3 167
(-) Utilisation	179	3 167
(+) Report	19 546	867
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	20 235	868

Le Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER) présente uniquement les ressources collectées auprès du public ainsi que leurs emplois avec un comparatif N / N-1

Ces données proviennent directement du CROD, ce sont les colonnes « dont générosité du public » du CROD.

Au pied du CER il est indiqué un solde de fonds liés à la générosité du public non utilisé de l'année précédente (« report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (hors fonds dédiés) en début d'exercice »).

Ce montant est utilisé pour calculer un nouveau solde en fin d'exercice en y ajoutant l'excédent de l'année et la variation d'investissements et désinvestissement de l'année (0 € pour la fédération).

Le solde de ressources liées à la générosité du public au 31/12/2024 de la fédération s'élève ainsi à 0€, il viendra concourir à la poursuite des actions de solidarité sur les années futures.